



RAPPORT

D'IMPACT

2023

DISCLOSE

À PROPOS DE DISCLOSE

UN MÉDIA D'INVESTIGATION EN ACCÈS LIBRE

Disclose est un média à but non lucratif qui publie des enquêtes sur des sujets d'intérêt général. Crimes environnementaux, délinquance financière, santé publique, vente d'armes, violences sexuelles... Nous exposons les dérives de l'État et des multinationales. Notre objectif : leur demander des comptes et générer, in fine, un impact positif pour la société. Et parce que nous considérons l'information comme un bien public, toutes nos enquêtes, écrites et vidéo, sont en accès libre.

DES PARTENARIATS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

Afin de renforcer l'impact de nos enquêtes et accroître la pression sur les responsables publics, Disclose noue des partenariats avec des ONG, des universités, des scientifiques ou encore des juristes. Nous travaillons également en lien étroit avec des médias français et étrangers pour améliorer les retombées de nos investigations.

UNE ONG QUI DÉFEND LE DROIT À L'INFORMATION

En parallèle du travail d'enquête, Disclose s'engage aux côtés des citoyen·nes pour faire valoir leur droit à l'information. Nous partageons nos méthodes d'investigation à travers des guides thématiques, accessibles gratuitement, comme [le guide du lanceur d'enquête](#). Nous initiions aussi des procédures administratives, et parfois judiciaires, afin de contraindre des administrations à rendre publiques des informations d'intérêt général.



ÉDITO

Avec des moyens modestes mais une détermination à toute épreuve, on peut faire de grandes choses. Pour sa cinquième année d'existence, Disclose a prouvé sa capacité à enquêter, révéler et mobiliser.

En 2023, grâce à l'énergie d'une quinzaine de journalistes indépendant·es et l'engagement de ses quatre salarié·es permanent·es, notre association a encore une fois exercé son rôle de contre-pouvoir. En nous associant à 20 médias nationaux et internationaux, mais aussi des ONG de défense de l'environnement, et des organisations de soutien à la presse comme Reporters sans frontières, nous avons aussi poursuivi notre action pour le droit à l'information.

Au cours de l'année écoulée, Disclose a publié 22 enquêtes sur des sujets aussi variés que les dérives de la vidéosurveillance dans l'espace public, l'impunité dont profite le premier pollueur de France, ArcelorMittal, ou l'activisme du gouvernement français pour saboter la première grande loi européenne en faveur de la liberté de la presse. À travers nos révélations, nous demandons des comptes à celles et ceux qui agissent en notre nom et participons, avec d'autres, au passage de l'indignation à l'action. J'en veux pour preuve les innombrables répercussions qu'a suscité notre travail en 2023 : pas moins de 559 impacts !

En cinq ans, notre média à but non lucratif est devenu un producteur d'informations incontournable en France. De ceux, trop rares, qui ne se font pas dicter leur agenda

mais qui, au contraire, génèrent le débat en rendant publiques des informations sciemment dissimulées. C'est d'ailleurs ce qui nous a valu, une nouvelle fois, de faire l'objet d'une surveillance étroite de la part de l'État et de ses services de renseignement. Sauf qu'à la différence des précédentes intimidations dont nous avons fait l'objet, l'attaque a été bien plus violente puisqu'elle a conduit à la scandaleuse garde-à-vue de notre collègue Ariane Lavril-leux. On parle ici d'une journaliste qui, pour avoir révélé avec Disclose les compromissions meurtrières de la France avec le régime dictatorial égyptien, a été privée de liberté pendant 39 heures, intimidée par des spécialistes de l'antiterrorisme qui ont tout fait pour la pousser à révéler ses sources.

Ces attaques auraient pu nous contraindre à baisser les yeux. Douter du bien fondé de notre action. Verser dans l'autocensure. Il n'en est rien ! Bien au contraire : ces événements démontrent que nous avons eu raison, il y a cinq ans, de sauter dans le vide pour lancer un média d'investigation unique en son genre en France. D'autant plus que l'année 2023 a marqué un tournant pour Disclose. Pour la première fois, les dons sont devenus notre principale ressource, avec une augmentation de plus de 70 % par rapport à l'année précédente. Ce soutien sans précédent conforte notre indépendance. Et nous incite à poursuivre notre combat pour une société plus transparente et plus juste.

Mathias Destal

Cofondateur et rédacteur en chef de Disclose



SOMMAIRE

À PROPOS DE DISCLOSE	2
ÉDITO	3
L'ANNÉE 2023	5
PARTENAIRES	7
NOTRE MÉTHODOLOGIE D'IMPACT	8
NOS PRINCIPAUX IMPACTS EN 2023	10
› Révélation sur le logiciel de reconnaissance faciale illégal utilisé par la police nationale	10
› Pollutions illégales : les principales aciéries de France dans le viseur de la justice	12
› La France a voulu légaliser l'espionnage des journalistes en Europe.....	14
NOS AUTRES IMPACTS EN 2023	16
› Quatre banques françaises visées par une plainte pour blanchiment	16
› Lutte contre le trafic de bois : la traçabilité des exportations s'améliore	16
› Terminal méthanier du Havre : pression maximale contre le gaz fossile.....	17
› Greenwashing	17
› Le Festival de Cannes renonce à un projet de compensation carbone	18
› Mine de lithium dans l'Allier : un rapport déterré pour éclairer le débat public	18
› Decathlon reconnaît l'envoi secret de marchandises en Russie	19
› Ventes d'armes : le contrôle parlementaire des exportations renforcé	19
DISCLOSE, FER DE LANCE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN FRANCE ET EN EUROPE	20
UNE COMMUNAUTÉ FIDÈLE ET GRANDISSANTE	22
UNE INDÉPENDANCE CONSOLIDÉE EN 2023	24
L'ÉQUIPE DE DISCLOSE	26

2023

En chiffres...

DISCLOSE



22 ENQUÊTES PUBLIÉES

DONT 15 EN PARTENARIAT
AVEC DES MÉDIAS FRANÇAIS
ET ÉTRANGERS



36 000 INSCRIT·ES

À LA NEWSLETTER DE DISCLOSE

134 000 ABONNÉ·ES

SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

L'IMPACT DE DISCLOSE

559

IMPACTS RÉPERTORIÉS EN 2023:



479

REPRISES
MÉDIATIQUES

MENTION
DE NOS
ENQUÊTES
PAR :

- › un média,
- › une ONG,
- › un syndicat,
- › un think tank
- › une personnalité



61

RÉPERCUSSIONS
INSTITUTIONNELLES

RÉACTIONS
OFFICIELLES

- › du gouvernement
- › et d'entreprises
mises en cause

DONT 30 MENTIONS
AU PARLEMENT

- › Assemblée nationale
- › Sénat
- › Parlement européen



14

IMPACTS
JUDICIAIRES

- › assignation en justice
- › instruction judiciaire
- › décision de justice



5

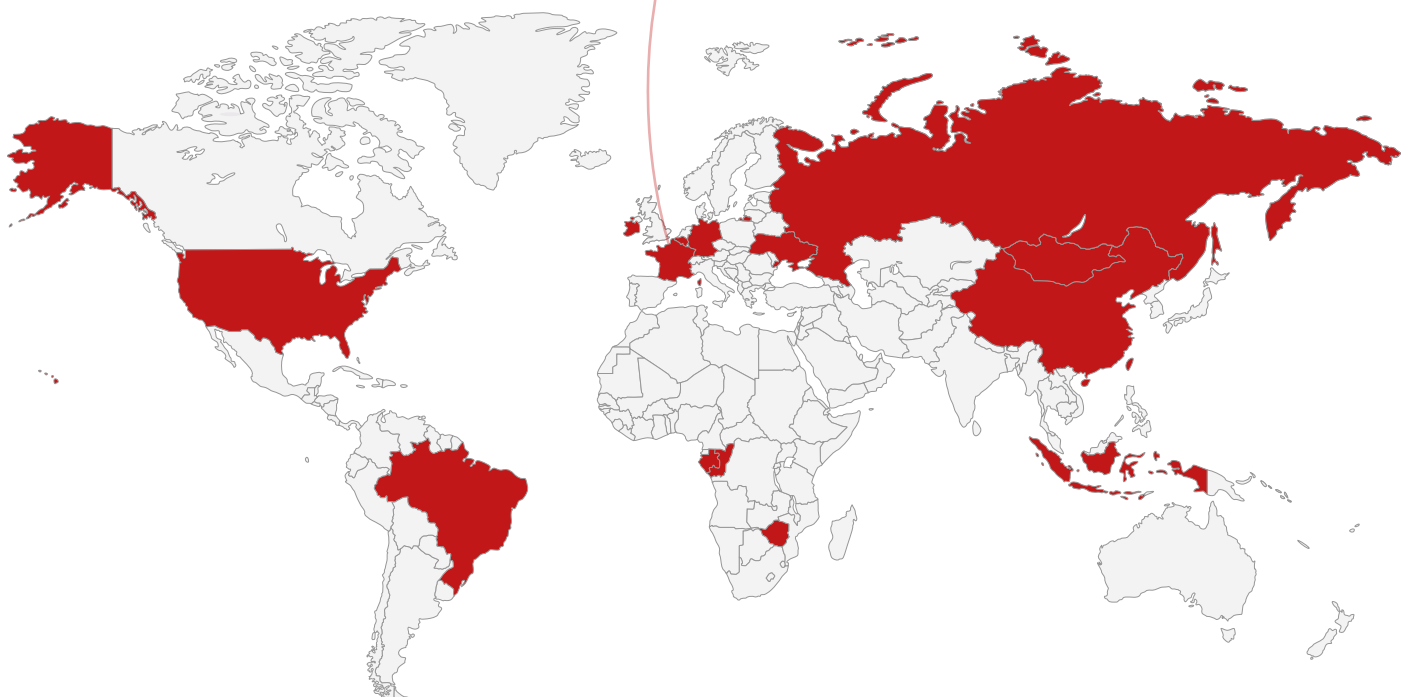
ACTIONS
COLLECTIVES

- › pétitions,
- › mobilisations publiques,
- › etc.

... et en cartes

DES ENQUÊTES LOCALES ET À L'INTERNATIONAL

Les enquêtes de Disclose n'ont pas de frontières : des grands ports industriels français jusqu'au bassin gazier du Texas, des mines de charbon allemandes jusqu'aux couloirs des institutions européennes à Bruxelles, nos journalistes se sont rendu·es au plus près de leurs sources pour dévoiler les pollutions des multinationales, les atteintes aux droits humains et le lobbying des responsables politiques et des entreprises contre l'intérêt général. Lorsqu'un déplacement sur le terrain n'est pas possible pour des raisons de sécurité ou des raisons financières, Disclose s'appuie sur des journalistes indépendants étrangers spécialisés dans l'enquête.



PARTENAIRES

NOS PARTENAIRES DE PUBLICATION EN 2023:

 Marsactu

DERSTANDARD

LE TEMPS

 Libération

infoLibre

euobserver

 il Fatto
Quotidiano

L'union

L'Ardennais

 MEDIACITÉS

LE SOIR

 telex

 REPORTERS
UNITED

FOLLOW THE MONEY

 E Investigate
Europe

Φilenews

Rue89 Strasbourg

DIE ZEITUNG

 LE POULPE
MEDIA NORMAND D'INVESTIGATION

 RPI
MEDIA

DISCLOSE EST MEMBRE DE:

Global Investigative
Journalism Network

 spiiL



REFERENCE
the European Independent Media Circle

NOTRE

MÉTHODOLOGIE

D'IMPACT

POURQUOI DISCLOSE MESURE SON IMPACT

Une vingtaine d'enquêtes journalistiques peut-elle provoquer des sursauts dans la société, voire contribuer à la transformer ? Cette question guide la nouvelle édition du rapport d'impact de Disclose.

En 2024, Disclose reste l'un des rares médias francophones à s'interroger publiquement sur les répercussions de son travail. Plusieurs explications à cela. D'abord, la surproduction d'informations à laquelle contribuent de nombreuses rédactions, et qui les empêche de suivre des sujets sur le temps long.

Corollaire de cette surabondance de contenus, de nombreux médias ont pour seul étalon l'audience, mesurée en nombre de pages vues de leurs articles. Malheureusement, une brève sur un féminicide, lue en quelques secondes par des centaines de

milliers de personnes, ne permet pas d'enclencher une réflexion systémique sur les violences de genre. Plus profondément, beaucoup de titres de presse considèrent encore que leur rôle se cantonne à « donner l'information », plutôt qu'à mesurer ses répercussions dans l'espace public. Perdre ainsi cette croyance que l'audience demande un « contenu » constamment renouvelé, plutôt que du suivi au long cours. Chez Disclose, nous avons voulu vérifier cette hypothèse. Le résultat est sans appel : 4 lecteur·ice sur 5 disent vouloir lire en priorité des « analyses sur ce qu'il s'est passé depuis une enquête » que nous avons publiée. Notre nouveau rapport d'impact est là pour répondre à cette attente.

COMMENT NOUS ÉVALUONS NOTRE IMPACT

Cette année, nous avons repris et amélioré la méthodologie de mesure d'impact mise en place en 2022. Dans le détail, nous avons recensé les échos de nos investigations dans quatre grands domaines :



INSTITUTIONNEL :

réactions officielles d'une entreprise ou d'une administration, proposition de changement de loi ou de réglementation, changement de pratique...



JUDICIAIRE :

dépôt d'une plainte, instruction judiciaire, jugement rendu...



MÉDIATIQUE :

mention par un média, copublication avec un média partenaire, mention par une personnalité, interview d'un·e journaliste de Disclose...



ACTION COLLECTIVE :

mobilisation dans la rue, distinctions et récompenses...

Pour identifier les répercussions de nos révélations, nous nous sommes essentiellement appuyé·es sur des recherches sur le web (moteurs de recherche généralistes et spécialisés, réseaux sociaux, sites de l'Assemblée nationale et du Sénat...). Parfois, ces impacts nous ont été signalés, par exemple par un·e élu·e ayant interpellé le gouvernement ou bien par une association locale contactée au cours de notre enquête.

Dans un souci de transparence, nous avons compilé tous les impacts de notre travail en 2023 [dans une base de données](#), en accès libre. Un travail qui ne prétend pas à l'exhaustivité. Mais qui donne à voir la multitude de répercussions d'un média d'investigation.



À PARTIR DE QUAND AVONS-NOUS DÉCOMPTÉ UN IMPACT ?

Par exemple, lorsque l'association France Nature Environnement a déposé plainte contre ArcelorMittal pour les pollutions illégales de ses usines à Dunkerque (Nord) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), révélées par Disclose, nous avons compté un impact « judiciaire ». Lorsque, à la suite de nos révélations, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, a annoncé une « enquête administrative » pour faire la lumière sur l'utilisation d'un logiciel de reconnaissance faciale par ses services, nous avons comptabilisé un impact « institutionnel ». Quand, après une investigation de Disclose sur les trafiquants de bois, une pétition a été lancée pour dénoncer le « pillage des forêts françaises », nous avons recensé une « action collective ». Et ainsi de suite.

NOS PRINCIPAUX IMPACTS EN 2023



BRIEFCAM

Révélations sur le logiciel de reconnaissance faciale illégal utilisé par la police nationale

En 2015, les forces de l'ordre ont acquis, en secret, un logiciel d'analyse d'images de vidéosurveillance de la société israélienne Briefcam. Depuis huit ans, le ministère de l'intérieur dissimule le recours à cet outil qui permet l'emploi de la reconnaissance faciale.

Disclose a obtenu des [documents internes au ministère de l'intérieur](#) qui révèlent l'utilisation du logiciel israélien Briefcam par la police judiciaire, la gendarmerie nationale et des services des préfectures de Paris et Marseille. L'une de ses options phares : la reconnaissance faciale à partir d'images de vidéosurveillance. Alors qu'il en a l'obligation, le ministère de l'intérieur n'a jamais déclaré ce logiciel à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). «Il semble préférable de ne pas en parler», recommandait, en 2020, un haut fonctionnaire de la police, dans un échange interne.

75
RÉPERCUSSIONS
RECENSÉES EN
2023 :



› 4 impacts
judiciaires



› 11 réactions
institutionnelles



› 60 échos
médiatiques

Impact

15 NOVEMBRE 2023

La CNIL déclenche un contrôle du ministère de l'intérieur

Vingt-quatre heures après nos révélations, la CNIL déclenche «une procédure de contrôle vis-à-vis du ministère de l'Intérieur». Interrogé par Disclose en mars 2024, le gendarme des données personnelles indiquait que les vérifications auprès des services du ministère de l'intérieur étaient toujours en cours et qu'elles pouvaient «durer plusieurs mois». Elles pourraient déboucher sur un rappel à l'ordre, voire une sanction.

20 NOVEMBRE 2023

Gérald Darmanin annonce une enquête administrative

Près d'une semaine après nos révélations et face à la pression publique, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, annonce le lancement d'«une enquête administrative indépendante» sur l'usage de Briefcam par ses services. Celle-ci devait être «rendue publique [...] sous trois mois». Cinq mois plus tard, en avril 2024, il n'en était rien. Sollicitée par Disclose, la direction générale de la police nationale a confirmé «l'achèvement du rapport», renvoyant vers le cabinet du ministre — resté mutique — pour connaître sa date de publication.

FIN NOVEMBRE 2023

Des référés contre l'usage de Briefcam dans plusieurs communes françaises

Dans les jours qui suivent nos révélations, trois référés ont été déposés au tribunal administratif par des collectifs d'associations et de syndicats (Ligue des droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Union syndicale Solidaires, Association de défense des libertés constitutionnelles et Syndicat des avocats de France). À Nice (Alpes-Maritimes), mais aussi à Roubaix (Nord) et dans la communauté de communes Cœur Côte fleurie (Calvados), les requérants demandaient l'interdiction de l'utilisation de Briefcam par la police municipale. Le juge a rejeté les deux premières demandes, au motif que le logiciel n'était pas illégal tant que la fonction de reconnaissance faciale n'était pas activée. Dans le dernier cas, celui de la communauté Cœur Côte Fleurie, le tribunal a d'abord donné raison aux associations, avant que le Conseil d'État n'annule cette interdiction, le 21 décembre 2023. Motif invoqué : l'urgence d'interdire Briefcam ne serait pas caractérisée. «On ne peut pas se prononcer sur la légalité ou non de Briefcam à partir de cette décision», précise Marion Ogier, avocate de la Ligue des droits de l'Homme.

30 NOVEMBRE 2023

Quarante-cinq eurodéputé-es interpellent Emmanuel Macron

S'appuyant sur l'enquête de Disclose, 45 député-es européen·nes adressent, le 30 novembre 2023, une lettre ouverte à Emmanuel Macron pour appeler à une «interdiction ambitieuse et intransigeante de la surveillance biométrique de masse dans les espaces publics accessibles». Leur appel a été partiellement entendu : le 13 mars 2023, le Parlement européen adopte le règlement sur l'intelligence artificielle, qui interdit le recours aux technologies de reconnaissance faciale en temps réel, mais l'autorise dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ou pour enquêter sur un crime grave (enlèvement, homicide, trafic de drogue, etc.). Le texte doit être adopté par le Conseil de l'Union européenne d'ici à juin 2024.



ARCELORMITTAL

Pollutions illégales : les principales aciéries de France dans le viseur de la justice

Le géant de l'acier, premier émetteur de CO₂ en France, dépasse de manière continue les seuils de rejets de particules fines et falsifie ses relevés de pollution transmis aux autorités, d'après l'enquête de Disclose. Face à cette mise en danger de la santé des riverains et des ouvriers, l'État s'est montré bien timide. Et plutôt généreux : d'après nos calculs, ArcelorMittal a reçu 392 millions d'euros d'argent public depuis 2013.

À elle seule, l'usine d'ArcelorMittal à Dunkerque (Nord) émet 85 % des particules fines de la région Hauts-de-France. Des pollutions qui ont dépassé les seuils autorisés pendant 100 jours en moins d'un an. À l'autre bout de la France, son aciérie de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a rejeté illégalement des particules fines pendant 240 jours en 2022. Pire : deux salariés rencontrés par Disclose accusent la direction du site de les avoir contraints à falsifier les relevés de fumées transmis aux autorités environnementales. Malgré ces pollutions répétées et de multiples mises en demeure de l'État, ArcelorMittal a obtenu près de 400 millions d'euros d'argent public entre 2013 et 2022 (subventions, crédits d'impôts, aides à la dépollution...).

PARTENAIRE :

› Marsactu

30
RÉPERCUSSIONS
RECENSÉES
EN 2023 :



› **3 impacts**
judiciaires



› **2 réactions**
institutionnelles



› **25 échos**
médiatiques

Impact

MARS 2023

Deux plaintes déposées contre les usines d'ArcelorMittal

Deux semaines après les révélations de Disclose, l'association France Nature Environnement (FNE) **dépose** deux plaintes pour pollutions illégales contre les usines d'ArcelorMittal à Dunkerque et Fos-sur-Mer. Le dossier juridique élaboré par l'association s'appuie largement sur les relevés confidentiels d'émissions de polluants rendus publics par Disclose.

MARS 2023

La première ministre interpellée sur nos révélations

Peu après notre enquête, l'ancienne première ministre, Elisabeth Borne, reçoit **un courrier** signé de l'eurodéputée (EELV) Karima Delli. Appelant le gouvernement à «sanctionner les entreprises hors-la-loi et responsables de la dégradation de la vie des Français», l'élue rappelle que «les salariés et les habitants en périphérie directe de l'usine subiront demain les conséquences de ces rejets [polluants d'ArcelorMittal]».

MAI 2023

La justice ouvre une information judiciaire

À la suite de la plainte déposée par FNE, le parquet de Marseille ouvre une information judiciaire le 5 mai. Selon nos informations, cette procédure a été jointe à l'instruction déjà en cours depuis 2019 pour une possible mise en danger de la vie d'autrui sur le site de Fos-sur-Mer.

JUIN 2023

L'inspection du travail menace de fermer l'aciérie de Fos-sur-Mer

C'est une mesure inédite, à la hauteur des risques encourus par les salarié·es : le 19 juin 2023, l'inspection du travail a ordonné la fermeture du site d'ArcelorMittal à Fos-sur-Mer pour mettre fin à la «persistance d'une situation dangereuse» exposant les ouvriers à des «substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction». Cette procédure fait suite à un contrôle diligenté un mois après notre enquête. Attaquée par ArcelorMittal devant le tribunal administratif, l'interdiction **a été annulée** par la justice. Mais elle a entraîné une réaction de la part de l'entreprise, réclamée de longue date par les salarié·es : l'achat de 700 masques FFP3, le nettoyage régulier des locaux et des travaux pour protéger les travailleurs de dangers «réels et graves», selon les autorités.

AOÛT 2023

ArcelorMittal écope de trois amendes pour des infractions à Dunkerque

Le 11 août 2023, Arcelor Mittal écope de **trois amendes administratives**, d'un montant total de 35 000 euros, pour son gaspillage de ressources en eau potable, ses rejets de poussières «en excès» et le fonctionnement «non conforme» de l'unité d'agglomération du site de Dunkerque. Selon l'inspection de l'environnement du Nord, l'industriel a siphonné illégalement 228 113 m³ d'eau, soit l'équivalent de 91 piscines olympiques. Entre mars 2023 et avril 2024, les services chargés du respect de l'environnement ont réalisé douze visites sur le site d'ArcelorMittal à Dunkerque.



LIBERTÉ DE LA PRESSE

La France a voulu légaliser l'espionnage des journalistes en Europe

En novembre 2023, la France, l'Italie, la Finlande, la Grèce, Chypre, Malte et la Suède ont voulu torpiller la première loi européenne visant à protéger la liberté et l'indépendance des médias en Europe. D'après des documents obtenus par Disclose, en partenariat avec Investigate Europe et Follow the Money, ces sept pays ont activement milité pour autoriser la surveillance des journalistes, au nom de « la sécurité nationale ».

Tout au long des négociations sur la loi pour la liberté des médias, qui se sont achevées le 15 décembre 2023, la France a fait pression sur ses partenaires européens pour légaliser la surveillance des journalistes, et notamment l'usage de logiciels espions, en cas de menace pour la « sécurité nationale » ou dans le cadre d'enquêtes liées à une trentaine de délits (terrorisme, sabotage, arnaques ou contrefaçons). Concrètement, les appels, les e-mails et les échanges sécurisés entre les journalistes et leurs sources pourraient être interceptés — en toute légalité — par les services de renseignement.

PARTENAIRES :

- › Zeit Online (Allemagne)
- › Standard (Autriche)
- › EU Observer (Belgique)
- › O Phileleftheros (Chypre)
- › Infolibre (Espagne)
- › Iltalehti (Finlande)
- › Il Fatto Quotidiano (Italie)
- › Reporters United (Grèce)
- › The Times of Malta (Malte)

25
RÉPERCUSSIONS
RECENSÉES
EN 2023 :



› **25 échos**
médiatiques
(dont 9
copublications)

DÉCEMBRE 2023

Pétition et mobilisation des syndicats

Alors que très peu de médias s'étaient intéressés aux dangers de l'article 4 du Media Freedom Act, l'enquête coordonnée par Disclose a démultiplié son impact grâce à sa publication simultanée, le 12 décembre, dans 11 médias en Europe. Ces révélations ont provoqué l'indignation des principales organisations de défense de la liberté de la presse, tel que Reporters sans frontières, ainsi que d'eurodéputé·es de tous bords. La Fédération européenne des journalistes, qui représente 320 000 journalistes en Europe, a plaidé pour le retrait de la dérogation «illégitime qui menace la protection des sources et la démocratie». En France, 7 syndicats, 26 rédactions, 12 associations et près de 2 000 personnes ont signé la pétition lancée par le Syndicat national des journalistes (SNJ) deux jours après notre enquête.

DÉCEMBRE 2023

Retrait de la dérogation explicite sur la « sécurité nationale »

La mobilisation des professionnels et de la société civile a permis de peser sur les négociations entre le Conseil de l'Union européenne, la Commission et le Parlement qui avaient lieu à Bruxelles, le 15 décembre. À Malte et Chypre, l'attitude des deux gouvernements respectifs a fait la Une au point de les contraindre à s'expliquer publiquement et de nuancer leur position. In fine, la loi adoptée ne contient plus la phrase polémique prévoyant une dérogation explicite au principe de la protection des sources au nom de «la responsabilité des États membres en matière de protection de la sécurité nationale». Néanmoins, le texte final y fait toujours référence de manière implicite, ouvrant la possibilité aux États membres d'invoquer la sécurité nationale pour déployer des logiciels espions contre les journalistes.



NOS AUTRES

IMPACTS

EN 2023



DÉFORESTATION EN AMAZONIE

Quatre banques françaises visées par une plainte pour blanchiment

Un an après la publication, par Disclose et cinq ONG, d'un [rapport sur le rôle des banques françaises dans la déforestation de l'Amazonie](#), l'association Sherpa a déposé plainte au Parquet national financier contre BNP Paribas, Crédit Agricole, le groupe BPCE et Axa. Les quatre banques sont accusées d'avoir tiré profit de la déforestation illégale au Brésil en investissant dans les principales entreprises de viande bovine. De quoi constituer, selon Sherpa, des infractions de blanchiment et recel de délits environnementaux.

Le Parquet national financier n'avait pas confirmé, en avril 2024, s'il donnait suite à la plainte déposée par l'ONG. Si tel était le cas, des établissements bancaires seraient, [pour la première fois en France](#), tenus pénalement responsables du financement de la déforestation.



PILLAGE DES FORÊTS FRANÇAISES

Lutte contre le trafic de bois : la traçabilité des exportations s'améliore

En février 2023, Disclose révèle que le bois de chêne, coupé puis vendu par l'Office national des forêts (ONF), est au cœur d'un vaste commerce illégal entre la France et la Chine. Des traders asiatiques, main dans la main avec des scieries françaises, profitent du manque de contrôle de l'administration pour contourner l'interdiction d'exporter le bois brut hors de l'Union européenne.

Nos révélations ont été reprises à la une des quotidiens locaux L'Union et L'Ardenais. Elles ont déclenché une pétition, qui a rassemblé plus de 49 000 signatures. « Je pense que votre enquête les a suffisamment secoués, l'ONF va bouger », veut croire un représentant de la filière bois, qui a souhaité rester anonyme. En juin 2023, les institutions européennes ont adopté un règlement pour améliorer la traçabilité et les contrôles sur le bois exporté depuis les pays membres.

GAZ DE SCHISTE

Terminal méthanier du Havre : pression maximale contre le gaz fossile

En juin 2023, quelques mois avant l'arrivée d'un terminal méthanier flottant au port du Havre, Disclose et Greenpeace dévoilent le mensonge d'État qui l'entoure : une usine qui augmente la dépendance de la France au gaz de schiste américain, au prétexte d'une menace pour la sécurité énergétique largement fantasmée. Et nourrie par le lobbying de TotalEnergies, opérateur du terminal méthanier.

Les conclusions de notre enquête sont citées au tribunal administratif de Rouen, en juillet 2023, à l'appui d'une plainte de plusieurs associations, dont France Nature Environnement Normandie. Un recours finalement rejeté par la justice, mais qui ne démotive pas les activistes de l'environnement. Après plusieurs mobilisations d'associations sur la terre ferme, Greenpeace France organise une action coup de poing au large du Havre, lors de l'arrivée du terminal méthanier, en septembre 2023. « Gas kills » [le gaz tue], parviennent à inscrire les militant·es sur la coque du bateau, pour dénoncer l'enfermement coupable de la France dans les énergies fossiles.



GREENWASHING

Le Festival de Cannes renonce à un projet de compensation carbone

Chaque année, les jets privés et les yachts de stars affluent sur la Croisette. Pour se donner bonne conscience, le Festival de Cannes s'est engagé à compenser leurs émissions de CO₂, via l'achat de crédits carbone. Mais, comme l'a découvert Disclose grâce à son partenaire néerlandais Follow the Money, le principal projet de compensation financé par le Festival, localisé au Zimbabwe et labellisé par l'entreprise South Pole, repose sur du vent.

Notre enquête en mai 2023 déclenche une réaction en chaîne. Reprise par de nombreux médias locaux, elle est citée par des militantes d'Extinction Rebellion, ANV-COP 21 et Attac, pour motiver leur action sur le tarmac de l'aéroport de Cannes-Mandelieu, où atterrissent de nombreux jets privés. Sous pression, la direction du Festival finit par réagir : elle annonce renoncer à financer de futurs projets portés par l'entreprise South Pole pour compenser ses émissions carbone — au moins 38 000 tonnes de CO₂ en 2023.



TERRES POLLUÉES

Mine de lithium dans l'Allier : un rapport déterré pour éclairer le débat public

Dans l'Allier, le gouvernement français veut implanter la plus grande mine de lithium d'Europe. De quoi fabriquer pas moins de 700 000 batteries de véhicules électriques par an. Mais, en novembre 2023, Disclose et Investigate Europe révèlent que l'emplacement choisi par l'industriel Imerys présente des taux de contamination records à l'arsenic et au plomb. Un rapport jusqu'ici passé sous silence évoque « un risque significatif pour l'environnement et la santé humaine » dans la zone.

Sur place, les réactions ne se font pas attendre. Le collectif citoyen « Préservons la forêt des Colettes » imprime notre enquête en plusieurs centaines d'exemplaires et les distribue dans les villages entourant la future mine. Reprises par plusieurs médias nationaux, dont *Le Monde* et *Capital*, nos révélations sont également versées au débat public sur le projet minier qui doit aboutir en juillet 2024.



GUERRE EN UKRAINE

Decathlon reconnaît l'envoi secret de marchandises en Russie

Société-écran à Dubaï, filiale à Singapour... Disclose révèle, en décembre 2023, que Decathlon a mis en place un système opaque pour continuer à faire des affaires en Russie. Un contrat secret avec son repreneur russe lui a permis d'empocher au moins 12 millions de dollars, alors que le géant français du sport avait annoncé mettre fin à son activité dans le pays après l'invasion de l'Ukraine.

En quelques heures, nos révélations sont reprises à la une des journaux de France Inter, France 2 et France Info. Si bien que la direction de Decathlon, qui avait refusé de s'expliquer auprès de Disclose, finit par reconnaître avoir signé un contrat d'approvisionnement avec son repreneur russe « pour une durée limitée ». Aucune explication, en revanche, sur son montage entre Singapour et Dubaï qui « pourrait s'apparenter à du contournement de sanctions » d'après un expert de la conformité des entreprises que nous avons interrogé.



MADE IN FRANCE

Ventes d'armes : le contrôle parlementaire des exportations renforcé

Jusqu'au bout, le gouvernement français aura tenté de faire barrage. Mais le contrôle démocratique sur les exportations d'armes par la France a connu un progrès notable, en juillet 2023, avec l'adoption de la loi de programmation militaire. Contre l'avis du ministère des armées, la première commission d'évaluation de la politique d'exportation de matériels de guerre et de biens à double usage est créée. Le texte prévoit d'autoriser trois sénateur·ices et trois député·es, à « prendre connaissance » de l'activité de la commission ministérielle chargée de délivrer des licences d'exportation d'armements (CIEEMG) et du comité ministériel du contrôle a posteriori des exportations d'armement. Deux instances soumises au secret-défense qui leur étaient jusqu'à présent fermées. Les parlementaires pourront également auditionner les membres du gouvernement au sujet des ventes d'armes approuvées par la France.

« Les révélations faites par différents médias et ONG des exportations d'armes de guerre à l'Arabie saoudite ou de biens à double usage à l'Égypte ont conduit certains parlementaires à s'emparer de ce sujet », notait le politologue Julien Fragnon, dans *Le Monde*, en août 2023. Une référence directe aux documents confidentiel-défense publiés par Disclose depuis 2019, dans le cadre des enquêtes « Made in France » et « Egypt Papers ».

DISCLOSE,

FER DE LANCE DE LA

LIBERTÉ DE LA PRESSE

EN FRANCE

ET EN EUROPE

C'est l'autre impact de Disclose, celui dont nous nous serions bien passé·es. L'an dernier, notre rédaction a subi des représailles sans précédent de la part des services de renseignement.

Leur objectif: identifier les sources qui nous ont permis de publier des centaines de documents protégés par le «secret de la défense nationale», qui révèlent les graves dérives de l'opération militaire secrète Sirli, en Égypte. Des informations qui éclairent le débat public sur la face sombre des relations diplomatiques de la France avec une dictature.



SECRET DES

GARDE À VUE D'ARIANE LAVRILLEUX: UNE PROCÉDURE D'EXCEPTION INTOLÉRABLE

En septembre 2023, notre journaliste Ariane Lavrilleux a été placée en garde à vue pendant 39 heures et son domicile perquisitionné par neuf agent·es de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Les policiers ont aspiré le contenu de ses ordinateurs, de son téléphone et saisi des pages de ses carnets, avant de l'entendre au commissariat central de Marseille. Lors de cet interrogatoire, d'ordinaire réservé aux individus soupçonnés de terrorisme, les agent·es ont informé Ariane Lavrilleux qu'elle faisait l'objet d'une surveillance active de la DGSI.

Cette arrestation s'ajoute à d'autres tentatives d'intimidation de la part des services de renseignement français. Depuis la création de Disclose, en 2019, trois de nos journalistes ont été convoqués dans les locaux de la DGSI pour être interrogés sur nos enquêtes. À ces intimidations, nous avons toujours opposé notre droit au silence.



NOS JOURNALISTES INTIMIDÉS PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Aucun autre média que Disclose n'a subi autant d'attaques de la part du renseignement intérieur. Est-ce en raison de ressources limitées? Est-ce lié au fait que nos révélations dérangent le haut sommet de l'État?

Une chose est sûre: ces procédures, qui accaparent beaucoup de temps et d'énergie, menacent directement nos sources. Celles et ceux qui prennent les risques pour nous informer doivent être protégés. Car sans source, pas de journalisme et donc pas de démocratie éclairée. Une conviction que nous avons défendue partout ces derniers mois, lors d'événements publics, mais aussi d'interventions dans les médias et jusqu'au Parlement européen.

DES CITOYEN·NES SE MOBILISENT POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Face à la gravité de la procédure subie par Ariane Lavrilleux, de nombreux·ses citoyen·nes et organisations de la société civile se sont mobilisé·es. Des collectifs de pigistes, des associations à Paris et Marseille, des clubs de la presse à Lyon, Nice et Strasbourg. Des syndicats (SNJ, la CFDT, le Spiil) et les sociétés de journalistes de 40 médias. Des ONG internationales aussi, parmi lesquelles la Fédération européenne des journalistes (EFJ), Media Defence, CPI, Amnesty International ou encore Reporters sans frontières, avec qui nous avons rassemblé plus de 200 manifestant·es, place de la République à Paris. Une démonstration de force pour dire à l'État français que nous ne tolérons aucune menace envers nos sources. Et pour dire notre détermination à continuer à enquêter sur ces sujets que le pouvoir voudrait laisser dans l'ombre.

UNE COMMUNAUTÉ

FIDÈLE ET

GRANDISSANTE

Parmi les 36 000 personnes lisant régulièrement la newsletter de Disclose, 1 400 ont répondu à un questionnaire envoyé en janvier 2024.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Top 5

DES SUJETS

SUR LESQUELS NOS LECTEUR·ICES SOUHAITENT LIRE DES ENQUÊTES

- › Lobbying des multinationales
- › Surveillance numérique
- › Pollutions industrielles et agricoles
- › Évasion fiscale
- › Greenwashing des grandes entreprises

Top 3

DES RÉPONSES À LA QUESTION

« QU'EST-CE QUI VOUS TIENT LE PLUS À CŒUR DANS LE TRAVAIL DE DISCLOSE ? »

- › L'indépendance vis-à-vis des pouvoirs
- › Obliger le pouvoir à rendre des comptes
- › Des enquêtes que je ne lis pas sur d'autres médias

9,1 / 10

LECTEUR·ICES

RECOMMANDENT DISCLOSE À LEURS PROCHES

27 %

DES LECTEUR·ICES

ONT DÉCOUVERT DISCLOSE IL Y A MOINS D'UN AN, SIGNE D'UNE AUDIENCE QUI S'ÉLARGIT !



QUELQUES MESSAGES ENVOYÉS PAR NOS LECTEUR·ICES EN 2023

**Merci de laisser
Disclose en accès
libre, cela permet
de partager et d'être
lu par un maximum
de personnes. Il
existe trop peu
de journalisme
d'investigation qui
peut être lu par tous.**

**Un média indépendant,
gratuit et sans pub, c'est
une exception impossible
aujourd'hui. Chaque
jour que vous continuez
d'exister est un miracle
journalistique et j'espère
encore vous lire dans
30 ans !**

**Vos actions,
méthodes et
engagements me
donnent confiance
en votre travail.**

**Vous donnez des armes
rhétoriques et des
exemples concrets à
ceux qui se battent sur le
terrain pour changer les
choses.**

**Merci pour votre
travail. La lecture
de vos articles m'a
enrichi et ouvert
l'esprit. Surtout
continuez. Vous êtes
indispensables.**

**Voilà un vrai
média à impact et
indépendant qui
devrait être connu par
le plus grand nombre.
Haut les cœurs !**



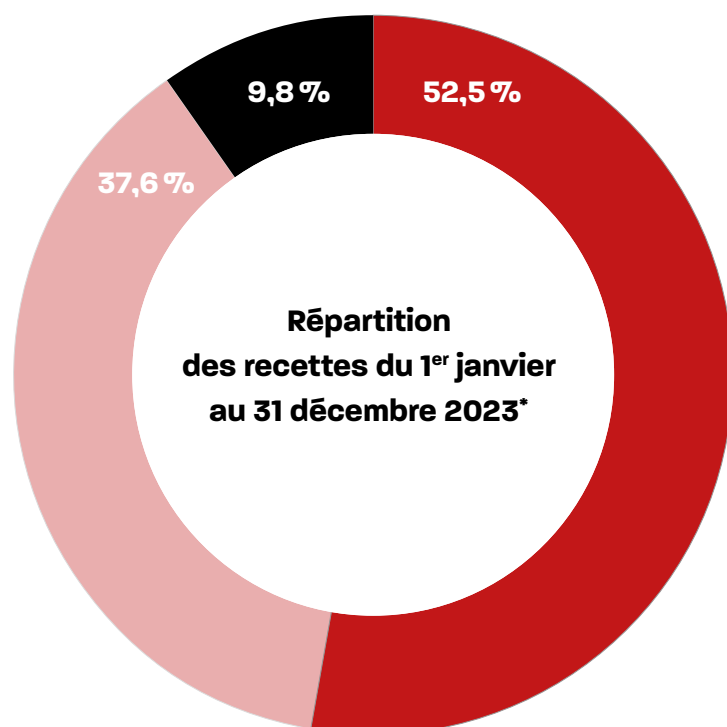
UNE INDÉPENDANCE

CONSOLIDÉE EN 2023

Comme chaque année depuis sa création, Disclose affiche en 2023 un résultat comptable positif. Signe d'une nouvelle étape franchie par notre association : le montant des dons du public a, pour la première fois, dépassé celui du soutien attribué par des fondations philanthropiques.

Parce que notre association est indépendante de tous les pouvoirs, Disclose ne perçoit aucune subvention de l'État, ni de bourses de la part d'entreprises et de fondations d'entreprises.

RESSOURCES



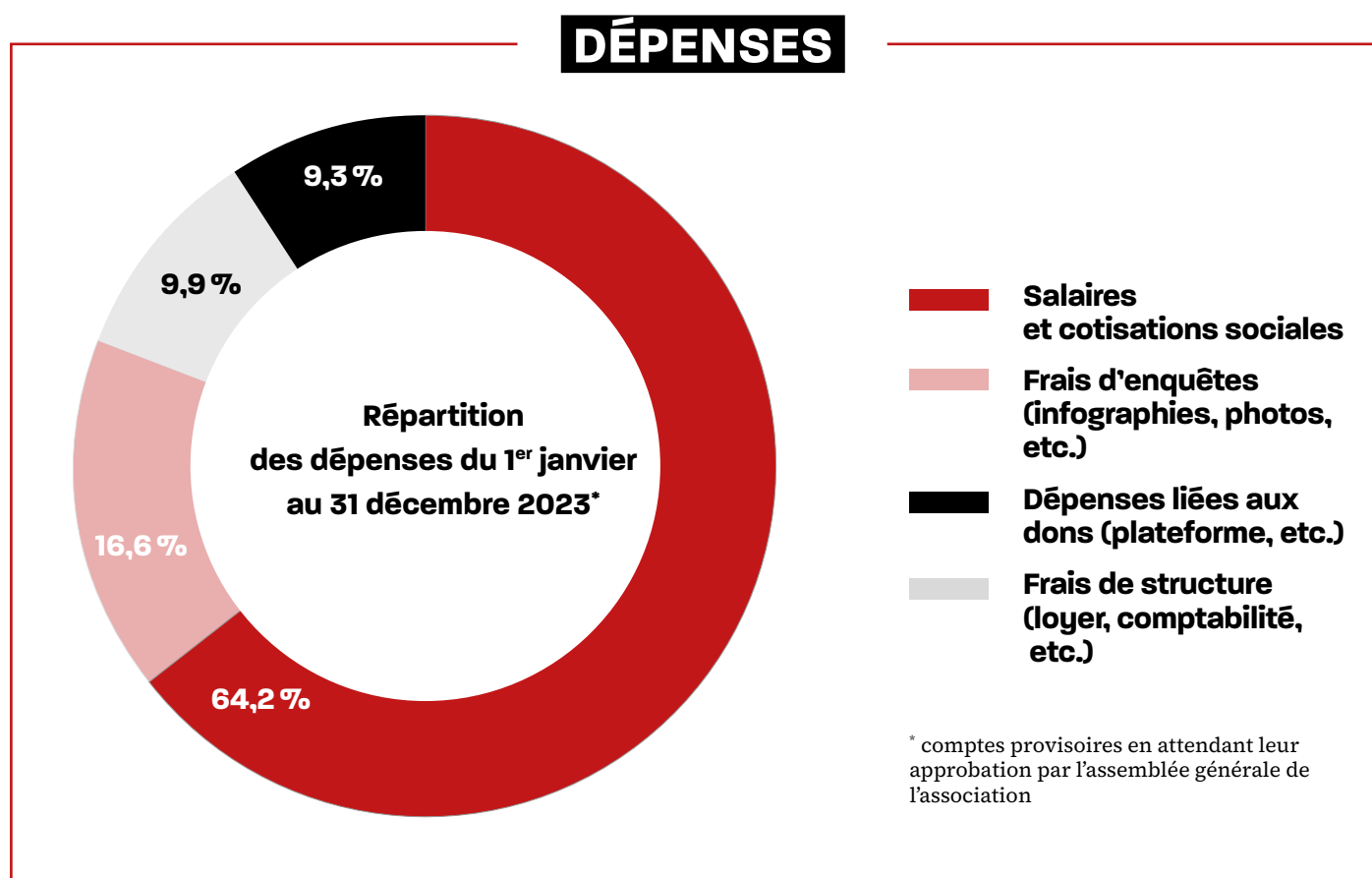
- Dons des lecteurs et lectrices
- Fondations philanthropiques
- Autres recettes

* comptes provisoires en attendant leur approbation par l'assemblée générale de l'association

L'excédent comptable constitué en 2023 (180 k€) est lié à un flux de dons exceptionnel en fin d'année, 70% des dons reçus par Disclose (soit 190 k€) l'ayant été sur les quatre derniers mois de l'année — et notamment 40% sur le seul mois de décembre. Grâce à cet excédent, les réserves de l'association (300 k€) représentent presque une année de dépenses de fonctionnement (340 k€), soit le montant minimal recommandé pour une association ayant des salarié·es.

Au total, le montant des dons reçus par Disclose a augmenté de +70% en 2023 par

rapport à l'année précédente, tandis que le soutien de fondations a baissé de -40%. Les dons reçus en 2023 ont permis de renforcer nos capacités d'enquête et de travail sur notre impact. Deux nouveaux recrutements sont ainsi prévus en 2024, de même que des investissements dans des projets de soutien aux lanceurs et aux lanceuses d'alerte. En tant qu'association loi 1901, Disclose ne reverse aucun dividende puisqu'elle ne comporte pas d'actionnaire : chaque euro reçu est réinvesti dans nos enquêtes !



Les salaires des journalistes représentent la majorité des dépenses en 2023. S'y ajoutent des frais d'enquête (infographies, photos, déplacements, traduction, abonnements à des bases de données payantes), des frais de structure (loyer, comptabilité, juridique) et des dépenses liées aux dons (plateformes de

paiement, gestion des contacts, campagnes promotionnelles).

Les comptes de Disclose sont audités et validés par un commissaire aux comptes. Dans un souci de transparence, ils sont librement accessibles.

L'ÉQUIPE DE DISCLOSE

**En 2023, Disclose compte quatre
salarié·es et a collaboré avec
17 journalistes indépendant·es,
installé·es en France et à l'étranger.**

L'ÉQUIPE PERMANENTE



Mathias Destal
Cofondateur et
rédacteur en chef



Rémi Labeled
Datajournaliste



Ariane Lavrilleux
Journaliste



Pierre Leibovici
Journaliste



Ariane Lavrilleux : entre secret des sources et secret défense



ce : nouvelles menaces contre la liberté d'informer

ILS ET ELLES ONT ENQUÊTÉ AVEC DISCLOSE EN 2023



**Alexander
Abdelilah**



Lorenzo Buzzoni



Xavier Deleu



Alexander Fanta
(Follow the Money)



Pascal Hanssens
(Investigate Europe)



Nina Hubinet



Marianne Kerfriden



Leïla Miñano
(Investigate Europe)



Clément Le Foll



Alexiane Lerouge



Sigrid Melchior



Maxence Peigné
(Investigate Europe)



Manuel Rico



Robert Schmidt



Harald Schumann
(Investigate Europe)



Amund Trellevik



Denis Vannier



disclose.ngo

contact@disclose.ngo

**62 rue André Joineau
93310 Le Pré-Saint-Gervais**

Rapport d'impact 2023

Rédaction: Pierre Leibovici | Ariane Lavrilleux

Rédaction en chef: Mathias Destal

Conception graphique et mise en page: Aurélia Vincent-Blairon

Association DISCLOSE

62 rue André Joineau

93310 LE PRE SAINT GERVAIS

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ALBRIZIO GIOACCHINO

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

5 rue Primatice

75013 PARIS

Tél. 06 76 79 70 83

Courriel : ga@albrizio-associes.fr

ASSOCIATION DISCLOSE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs, les membres de l'assemblée générale de l'Association DISCLOSE.

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DISCLOSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

➤ Compte Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

Dans le cadre de mes appréciations des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites en annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables depuis le 1^{er} janvier 2020 et ont été correctement appliquées sur cet exercice comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 1^{er} septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes
Gioacchino ALBRIZIO



**ÉTATS FINANCIERS AU
31/12/2023**

association Disclose
62 rue André Joineau
93310 Le Pré Saint-Gervais

Téléphone :

SOMMAIRE

Bilan.....	3
Compte de résultat.....	6

Bilan

Bilan

ACTIF				
	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. - Prov.	Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	30 415	11 717	18 698	17 533
Immobilisations incorporelles en cours				15 000
Avances et acomptes				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et out. industriel				
Autres immobilisations corporelles	3 817	3 033	784	1 957
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Participations et Créances rattachés	1 100		1 100	1 100
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	840		840	840
Total I : Actif immobilisé	36 172	14 750	21 422	36 429
Stocks et en cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 643		3 643	40 679
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	41 076		41 076	
Valeurs mobilières de placements				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	262 511		262 511	255 075
Charges constatées d'avance	3 177		3 177	5 913
Total II : Actif circulant	310 407		310 407	301 667
Total III : Frais d'émission des emprunts				
Total IV : Primes de remb. des emprunts				
Total V : Ecart de conversion Actif				
Total Général (I + II + III + IV + V)	346 578	14 750	331 829	338 096

Bilan

PASSIF		
	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	115 238	29 226
Excédent ou déficit de l'exercice	180 867	86 012
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
Total I : Fonds propres	296 105	115 238
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II : Fonds reportés et dédiés		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III : Provisions		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 927	21 902
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	20 180	19 544
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	617	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		181 412
Total IV : Dettes	35 723	222 858
Total V : Ecart de conversion Passif		
Total général (I + II + III + IV + V)	331 829	338 096

Compte de résultat

Compte de Résultat

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)
Cotisations		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	50 000	
dont parrainages		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Dons manuels	272 201	160 995
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	194 942	324 003
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	868	2 202
Total I : Produits d'exploitation	518 011	487 201
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	108 506	86 585
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 198	2 892
Salaires et traitements	171 436	229 203
Charges sociales	41 335	71 820
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 483	8 293
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	71	2 031
Total II : Charges d'exploitation	330 028	400 824
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	187 983	86 377
Produits financiers de participations		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 077	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III : Produits financiers	1 077	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de charge		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV : Charges financières		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 077	
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	189 060	86 377
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V : Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	668	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		365

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 525	
Total VI : Charges exceptionnelles	8 193	365
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-8 193	-365
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	519 087	487 201
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	338 221	401 189
Solde créditeur : Excédent	180 867	86 012
Solde débiteur : Déficit		

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31 décembre 2022, avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 331 829 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 180 867 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 25 juillet 2024 par le conseil d'administration de l'association.

PRÉSENTATION ET FAITS MARQUANTS

Présentation de l'association

Se référant à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, l'association Disclose se donne pour mission de défendre et de mettre en œuvre un journalisme indépendant des pouvoirs économique, financier et politique au service des citoyens et citoyennes.

Consciente de la nécessité dans une société démocratique de pouvoir porter à la connaissance des citoyens les informations libres et objectives qu'ils sont en droit de recevoir pour éclairer leurs choix et leurs actions, et à cet effet de permettre la poursuite d'un véritable journalisme d'investigation, l'association mettra tout en œuvre pour donner à des journalistes les moyens de réaliser partout dans le monde des enquêtes approfondies sur des sujets d'intérêt public, collectif et général tels que définis par la Cour européenne des droits de l'homme dans ses décisions rendues au visa de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Poursuivant un but d'intérêt général et désintéressé, l'association est financée notamment par les dons de personnes physiques ou morales.

Ces dons ne donnent lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte au profit des donateurs, ni à aucun droit de regard sur la nature et le contenu éditorial des enquêtes dont seul le conseil d'administration de l'association pourra décider.

La liberté et l'indépendance des journalistes œuvrant dans l'intérêt de l'association sont ainsi garanties. Les journalistes s'engagent à respecter la charte d'éthique et de déontologie de Disclose.

Les enquêtes sont publiées, en accès gratuit, sur le site en ligne de l'association. Pour maximiser leur audience, elles sont cédées à titre gratuit aux grands médias nationaux et internationaux qui souhaitent les diffuser. En contrepartie de cette cession, le média partenaire pourra consentir à faire bénéficier l'association de ses outils professionnels.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes énoncés par l'Autorité des normes comptables dans le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et dans le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice 2023.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 1 à 3 ans
Brevets	7 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 6 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	5 ans
Agencements, aménagements, installations	de 6 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
Mobilier	de 5 à 10 ans

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association étant jeune, les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En 2023, pour la première fois, les dons de particuliers représentent plus de la moitié des ressources de l'association, devant les financements de personnes morales (fondations, associations...).

NOTES SUR L'ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	50 935 €		20 520 €	30 415 €
Immobilisations corporelles	3 817 €			3 817 €
Immobilisations financières	1 940 €			1 940 €
TOTAL	56 692 €		20 520 €	36 172 €

Amortissements

Immobilisations amortissables	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	18 402 €	13 834 €	20 520 €	11 717 €
TOTAL I	18 402 €	13 834 €	20 520 €	11 717 €
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 860 €	1 173 €		3 033 €
TOTAL II	1 860 €	1 173 €		3 033 €
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	20 262 €	15 007 €	20 520 €	14 750 €

État des créances et charges constatées d'avance

État des créances	Montant brut	À un an	À plus d'un an
Dépôts de garantie	840 €		840 €
Créances clients	3 643 €	3 643 €	
Comptes courants d'associés	41 076 €	41 076 €	
Charges constatées d'avance	3 177 €	3 177 €	
TOTAL	48 736 €	47 896 €	840 €

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Produits d'exploitation	
TOTAL	

NOTES SUR LE PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres (article 432-22 du règlement ANC n°2018-06)

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
Postes	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								0 €
Fonds propres avec droit de reprise								0 €
Écart de réévaluation								0 €
Réserves								0 €
Report à nouveau	29 226 €	86 012 €	83 810 €					115 238 €
Excédent ou déficit de l'exercice	86 012 €	- 86 012 €	-83 810 €	180 867 €	128 922 €			180 867 €
SITUATION NETTE	115 238 €	0 €	0 €	180 867 €	128 922 €			296 105 €
Subventions d'investissement								0 €
Provisions réglementées								0 €
TOTAL	115 238 €	0 €	0 €	180 867 €	128 922 €	0 €	0 €	296 105 €

Analyse des fonds dédiés

Information relative aux fonds dédiés (article 431-6 du règlement ANC n°2018-06)

Il n'existe pas de fonds dédiés dans les comptes de l'association.

État des dettes et des produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	14 927 €	14 822 €		
Dettes fiscales et sociales	20 180 €	20 180 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	617 €	617 €		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	35 724 €	35 724 €	0 €	0 €

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Avantages et des ressources provenant de l'étranger

Version synthétique¹ de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice N (article 432-4 du règlement ANC n°2022-04)

État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Afghanistan	35 €
Allemagne	8 940 €
Belgique	773 €
Canada	366 €
Espagne	205 €
Géorgie Du Sud-Et-Les Îles Sandwich Du Sud	35 €
Îles Mineures Éloignées Des États-Unis	50 €
Indonésie	30 €
Italie	20 €
Japon	10 €
Mali	30 €
Maroc	60 €
Pays-Bas	10 €
Portugal	146 €
Royaume-Uni	86 €
Singapour	35 €
Suède	35 €
Suisse	800 €
Taiwan / (République De Chine (Taiwan))	60 €
Viêt Nam	60 €

¹ La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 21 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 est mise à la disposition du public au siège de l'association sur demande écrite par mail à l'adresse membres@disclose.ngo.

Ventilation des ressources provenant de la générosité du public

Les dons constituent une ressource essentielle de l'association, ce qui leur confère un caractère de produits d'exploitation et non un caractère exceptionnel.

Conformément aux consignes de l'administration fiscale, seuls les dons reçus en 2023 sont comptabilisés dans les recettes de l'exercice 2023 et donnent droit à un reçu fiscal au titre de l'année 2023.

Les ressources provenant de la générosité du public sur l'exercice s'élèvent à 272 201 euros et se décomposent de la façon suivante :

Ressources provenant de la générosité du public	2022	2023
Dons manuels	160 995 €	272 201 €
TOTAL	160 995 €	272 201 €

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants et dirigeantes

Aucun membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du comité éditorial de l'association n'est rémunéré.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 2 745 €.

Nature et évaluation des contributions volontaires

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature en 2023.

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- néant

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le compte de résultat par origine et destination est établi conformément à l'article 432-2 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Produits

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public	272 201 €	272 201 €	160 995 €	160 995 €
Cotisations sans contrepartie				
Dons, legs et mécénat	272 201 €	272 201 €	160 995 €	160 995 €
Dons manuels	272 201 €	272 201 €	160 995 €	160 995 €
Legs, donations et assurances-vie				
Mécénat				
Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public	246 887 €	0 €	326 206 €	0 €
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contrepartie	194 942 €		324 003 €	
Autres produits non liés à la générosité du public	51 945 €		2 202 €	
3. Subventions et autres concours publics				
4. Reprises sur provisions et dépréciations				
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs				
TOTAL	519 087 €	272 201 €	487 201 €	160 995 €

Les ressources de Disclose proviennent de fondations françaises et internationales, ainsi que des dons de nos lecteurs et lectrices.

Pour éviter tout risque de conflit d'intérêt, Disclose refuse les dons des entreprises et des fondations d'entreprise, ne demande pas et ne reçoit pas de subventions publiques, et s'interdit le recours à la publicité.

1. Produits liés à la générosité du public

Disclose a perçu en 2023 un total de 272 201 euros de dons provenant de 3 673 lecteurs et lectrices. Les dons, qui sont en augmentation de près de 70% par rapport à l'année 2022, représentent ainsi plus de la moitié des ressources de Disclose en 2023.

2. Produits non liés à la générosité du public

En 2023, cinq fondations ont apporté leur soutien à Disclose. Ces fondations ne siègent pas dans les instances de Disclose et ne connaissent pas les sujets de nos enquêtes. Voici la liste des fondations qui ont soutenu notre action en 2023 :

- The Sunrise Project : 81 412 €
- Adessium : 50 000 €
- Fondation Amnesty International France : 30 000 €
- Fondation Un monde par tous : 25 000 €
- IJ4EU Investigate Europe : 8 530 €

Par ailleurs le *family office* Enowe a soutenu Disclose à hauteur de 50 000 €.

Enfin l'association a comptabilisé 1 945 € de produits divers : 1 077 € au titre des intérêts sur les prêts accordés à Disclose Films, 471 € de récompense reçue aux « Sigma Awards » et 380 € de recettes partagées par le moteur de recherche lilo.org, conformément au choix de ses utilisateurs et utilisatrices.

3. Subventions et autres concours publics

L'association n'a bénéficié d'aucune subvention en 2023.

4. Reprises sur provisions et dépréciations

Il n'y a eu aucune reprise sur provisions en 2023.

5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs

Il n'y a eu aucune utilisation de fonds dédiés antérieurs en 2023.

Charges

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales	188 075 €	143 279 €	213 490 €	77 185 €
Réalisées en France	188 075 €	143 279 €	213 490 €	77 185 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	188 075 €	143 279 €	213 490 €	77 185 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>				
Réalisées à l'étranger	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>				
<i>Versement à d'autres organismes</i>				
2. Frais de recherche de fonds	97 364 €	0 €	93 729 €	0 €
Frais d'appel à la générosité du public	87 274 €		84 297 €	
Frais de recherche d'autres ressources	10 090 €		9 432 €	
3. Frais de fonctionnement	52 782 €		93 970 €	
4. Dotation aux provisions et dépréciations				
5. Impôts sur les bénéfices				
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice				
TOTAL	338 221 €	143 279 €	401 189 €	77 185 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	180 867 €	128 922 €	86 012 €	83 810 €

1 - Missions sociales

En 2023, Disclose a publié 22 enquêtes, dont 15 en partenariat avec des médias français et étrangers. Nous avons répertorié 478 reprises médiatiques (mention de nos enquêtes par un média, une ONG, un syndicat, un think tank ou une personnalité), 61 répercussions institutionnelles (gouvernement, Assemblée nationale et Sénat, Parlement européen, entreprises), 11 impacts judiciaires (assignation en justice, instruction judiciaire, décision de justice) et 6 actions collectives ou individuelles (pétitions, mobilisations dans la rue, etc.) suite à nos enquêtes.

15 journalistes ont travaillé sur les enquêtes de Disclose en 2023. À leurs côtés, une douzaine de collaborateur·ices ponctuel·les ont été mobilisé·es pour du graphisme, du montage vidéo et du développement web. La rémunération du personnel représente toujours la principale dépense (plus de 70%), suivie par les frais liés aux enquêtes (déplacements, consultations juridiques, traductions, infographies).

2 - Frais de recherche de fonds

L'association a consacré 97 364 euros en 2023 à l'activité dite de « *recherche de fonds* », essentiellement sur les frais d'appel à la générosité du public (90%).

Cette rubrique comprend notamment le salaire de la personne chargée des relations avec les donateurs et les donatrices et la quote-part du salaire des co-directeurs au prorata du temps passé à la recherche de financements (66%), ainsi que les frais d'appel à don (logiciel d'envoi de mails, logiciel de gestion des dons...) et les commissions et frais bancaires sur les dons reçus (10 k€).

3 - Frais de fonctionnement

Il s'agit pour plus de 40% de la quote-part du salaire des co-directeurs au prorata du temps passé pour la gestion et la gouvernance de l'association.

Conformément aux dispositions règlement n°2018-06 de l'ANC, cette rubrique comprend également les frais de structure (honoraires comptables et juridiques, honoraires du commissaire aux comptes et frais bancaires notamment), non affectables aux missions sociales de l'association.

4. Dotation aux provisions et dépréciations

Il n'y a eu aucune dotation aux provisions en 2023.

5. Impôts sur les bénéfices

L'association n'a pas payé d'impôt sur les bénéfices en 2023.

6. Reports en fonds dédiés de l'exercice

Aucun don affecté n'a été reporté en fonds dédié en 2023.

Contributions volontaires en nature

Aucun bénévole n'intervient dans les activités de l'association.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

Préambule

Le compte d'emploi des ressources (CER) est une présentation adaptée du compte de résultat, destinée à mettre en perspective les dons collectés et les coûts des moyens mis en œuvre. Il ne saurait être confondu avec le compte de résultat, qui comptabilise les charges et les produits (par nature) de l'ensemble des activités de l'association.

Le CER est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public afin d'assurer la transparence financière, notamment vis-à-vis des donateurs. Il a été élaboré conformément à la loi n°91-772 du 7 août 1991 et au règlement ANC n°2018-06.

Méthodologie

Les emplois du CER sont ventilés dans les trois rubriques définies par le règlement ANC n°2018-06 : les « *missions sociales* », les « *frais de recherche de fonds* » et les « *frais de fonctionnement* ». Tous les coûts qui concernent une activité correspondant à l'une des trois grandes rubriques du CER leur sont directement affectés.

Néanmoins, certaines dépenses (frais généraux tels que le loyer du bureau) peuvent être rattachées à plusieurs rubriques du CER. Dans ces cas particuliers, ces charges indirectes sont alors ventilées entre les différentes rubriques au prorata des dépenses de personnel.

Emplois et ressources

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales	143 279 €	77 185 €	1. Ressources liées à la générosité du public	272 201 €	160 995 €
Réalisées en France	143 279 €	77 185 €	Cotisations sans contrepartie		
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	143 279 €	77 185 €	Dons, legs et mécénats	272 201 €	160 995 €
<i>Versements à d'autres organisations</i>			<i>Dons manuels</i>	272 201 €	160 995 €
Réalisées à l'étranger	0 €	0 €	<i>Legs, donations et assurance-vie</i>		
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>			<i>Mécénat</i>		
<i>Versement à d'autres organisations</i>			Autres ressources liées à la générosité du public		
2. Frais de recherche de fonds	0 €	0 €			
Frais d'appel à la générosité du public					
Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
TOTAL DES EMPLOIS	143 279 €	77 185 €	TOTAL DES RESSOURCES	272 201 €	160 995 €
Dotations aux provisions et dépréciations			Reprise sur provisions et dépréciations		
Report en fonds dédiés de l'exercice			Utilisations de fonds dédiés antérieurs		
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	128 922 €	83 810 €	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0 €	0 €
TOTAL	272 201 €	160 995 €	TOTAL	272 201 €	160 995 €
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE	83 810 €	
			Excédent ou insuffisance de la générosité du public	128 922 €	83 810 €
			Investissements ou désinvestissement nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	212 733 €	83 810 €

(voir le chapitre consacré au CROD pour le détail des ressources, des missions sociales, des frais de recherche de fonds et des frais de fonctionnement)